

AFR : LES BASES JURIDIQUES

Le RGEC articles 13 à 16

- régime d'aide cadre exempté AFR: n° SA 39.252 – en vigueur depuis le 2/7/14;
- régime d'aide exempté PAT (prime d'aménagement du territoire) **n° SA 39 746**
- Décret du 16 septembre 2014

Lignes directrices AFR du 23 juillet 2013

- Notification de la carte AFR française - Décision de ma Commission du 7 mai 2014
- Pas de régime d'aide notifié actuellement

AFR : LA NOTION D'AIDE A FINALITE REGIONALE

Régime d'aide cadre exempté AFR: n° SA 39.252 – en vigueur depuis le 2/7/14

Les aides aux entreprises qui faussent la concurrence sont **interdites par principe**, **Sauf dérogation** prévues par le Traité (**art.107.1**)

Les **aides à l'investissement productif** (bat/ter/mach) faussent **particulièrement** la concurrence, **surtout pour les grandes entreprises** (GE) [selon la doctrine de la Commission...]

Donc **les aides à l'investissement productif des GE** sont **interdites** **SAUF** si elles sont **allouées dans des régions en difficulté** (**art 107.3**)

Dans ce cas, **la finalité des aides est de développer la région**, car elles permettent de **contribuer à l'amélioration de l'emploi, l'activité** dans les régions en difficulté -> **FINALITE REGIONALE**

Ces régions en difficultés sont les zones à finalité régionale (AFR); le Traité de Rome prévoit **deux catégories de zonage**:

Les régions les plus fragiles:

les Zones AFR art 107.3.A (**zones A**)

Les régions moins en difficulté :

les zones AFR art 107.3.C (**zones C**)

AFR (1) **Zonage:** 2 catégories de zones: 107.3.a et 107.3.c

107.3.A = totalité du territoire des DOM

107.3.c = certaines zones en métropole

Taux d'aide AFR pour projets de moins de 50 M€

Types de zone	Régions	Taux d'aide (**)		
		Aux grandes entreprises (*)	Aux moyennes entreprises (*)	Aux petites entreprises (*)
Zones « a » (***)	Mayotte	70	80	90
	Guyane	55	65	75
	Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, La Réunion	45	55	65
Zones « c »	Dans les régions métropolitaines (****), les communes listées dans le décret n° 2014/758	10	20	30

ZONAGE

Carte AFR

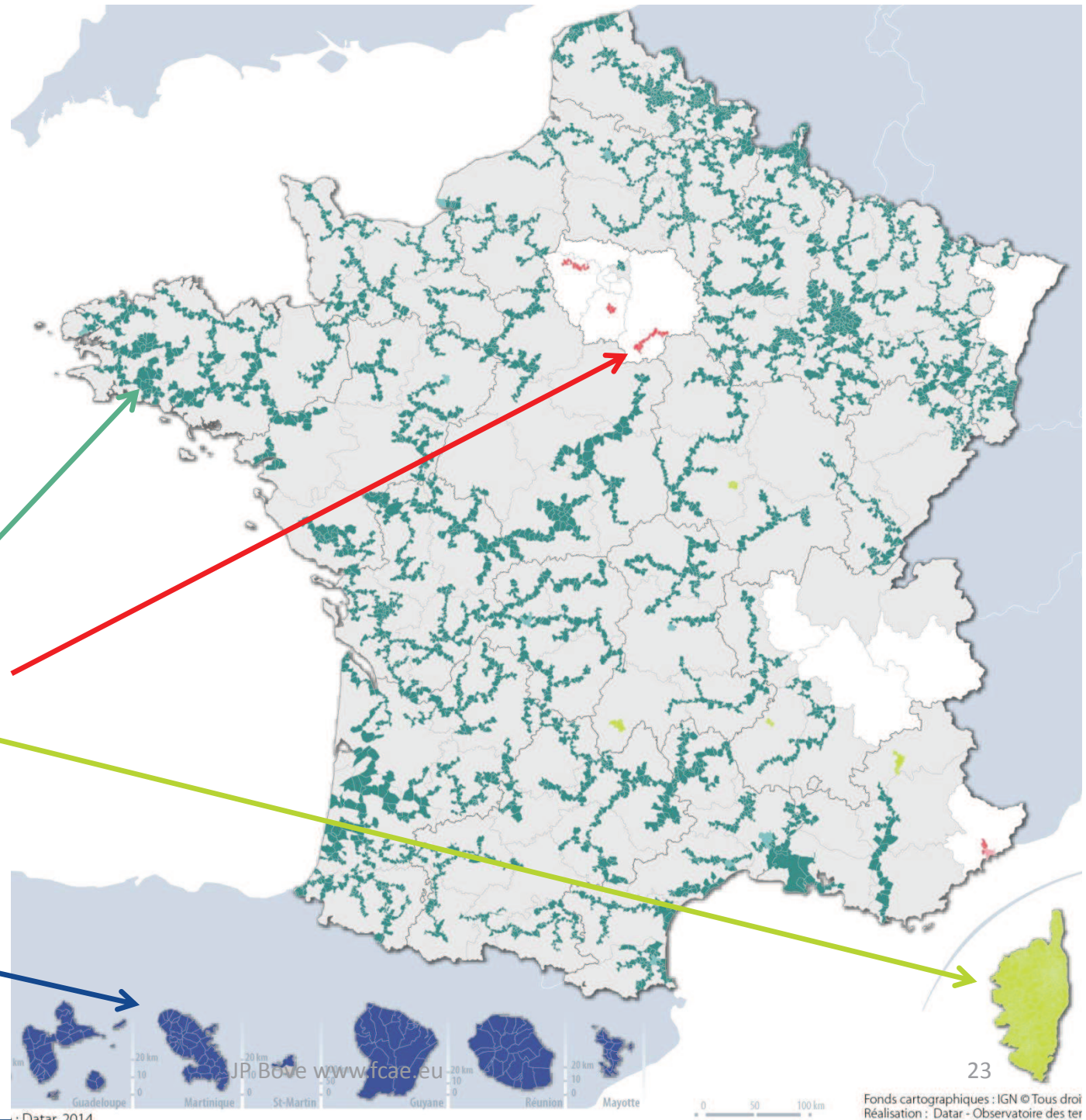
2014 – 2020

Décret du 2 juillet 2014

Zones C

-  Prédéfinies
-  Non Prédéfinies
-  Iles et vallées

Zones A



23/11/2016

JP Bove www.fcae.eu

AFR (3)

RESERVE NATIONALE DE ZONAGE : Environ 233 757 habitants

Critères d'utilisation (obligatoires):

(1°) Critère sur l'ampleur du choc :

au choix

500 suppressions d'emploi d'un ou de plusieurs établissements **sur 1 secteur d'activité** [1],
sur 12 derniers mois dans la ZE;

ou

suppressions d'emplois d'un ou de plusieurs établissements **sur 1 à 3 secteurs d'activité**,
représentent **1.25 %** de l'emploi salarié total sur ZE 12 derniers mois.

(2) Critère sur la fragilité du bassin d'emploi:

au choix:

taux de chômage de la zone d'emploi est supérieur à la moyenne nationale ;

ou

zone d'emploi connaît une **croissance de l'emploi** inférieure à la moyenne nationale.

Nomenclature NAF rev1, 2003 niveau 60 – (divisions)

AFR (4)

EXCLUSIONS:

INTERDICTION D'AIDER LES SECTEURS SUIVANTS:

Production agricole et pêche (sauf RUP), sidérurgie, charbon, construction navale, fibres synthétiques, infrastructures de production et de distribution d'énergie, transport

Interdiction de mettre en place des régimes ciblés sur un nombre limité de secteurs d'activité (sauf tourisme, agriculture, IAA, réseaux internet HD)

MESURE ANTI DELOCALISATION: interdiction des aides Individuelles aux entreprises ayant cessé une activité similaire 2 ans avant la demande d'aide ou qui envisagent de fermer d'ici 2 ans un site similaire.

AFR (5)

5 CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS ELIGIBLES:

Investissements en actifs corporels et incorporels ou créations d'emplois liés :

- **1 - Création** d'établissement
- **2 - Extension** d'établissement existant (pour GE: avec nouveau code NACE)
- **3 - Diversification** de la production d'un établissement vers des produits qu'il ne produisait pas auparavant (en zone C pour GE: -> changement code NACE)
 - **NOUVEAU** : Coûts admissibles doivent excéder de 200% la valeur comptable des actifs réutilisés (de l'exercice précédent)
- **4 - Changement** fondamental de l'ensemble du processus de production d'un établissement (en zone C PME uniquement)
 - **NOUVEAU**: coûts admissibles doivent être supérieurs aux coûts des amortissements de actifs liés à l'activité à moderniser (sur les 3 années précédentes)
- **5 – Reprise** : Acquisition d'actifs d'un établissement qui a fermé ou aurait fermé (acheteur non lié au vendeur) la simple acquisition des parts d'une entreprise n'est pas éligible
 - (en zone C GE: si diversification avec changement code NACE)

AFR (6)

En AFR **A**: investissement initial sans limitation

En AFR **C** aides aux GRANDES ENTREPRISES LIMITEES à une **nouvelle activité économique**: Création d'établissement ou diversification vers une activité NON IDENTIQUE OU SIMILAIRE CORRESPONDANT A UN AUTRE CODE NACE2 **Reprise** (acquisition d'actifs d'un établissement qui aurait fermé) si l'activité est différente de celle exercée

Coûts éligibles aux aides:

Les Investissements (actifs corporels **et** incorporels) – le matériel doit être neuf sauf pour PME

Ou

les Coûts salariaux sur 2 ans des créations d'emploi nettes

Ou

une combinaison des deux

Cumul -> application du taux AFR sur l'assiette la plus favorable

Actifs incorporels: limités à 50% du CT pour les GE, exploités dans l'établissement, amortissables, acquis conditions marché, rester 5 ans et 3 ans dans les immobilisations de l'entreprise

AFR (7)

Maintien des investissements et emplois au moins 5 ans (GE) 3 ans (PME) dans la zone sauf remplacement pour obsolescence

Crédit bail admis pour l'immobilier mais pour le mobilier clause d'obligation d'achat imposée

AFR pour réseaux haut-débit possibles

Si en zone blanche

Si accès au réseau équitable et non discriminatoire

Si mise en concurrence pour allouer l'aide

AFR pour infrastructures de R&D si accès ouvert à l'infrastructure

AFR (8)

Si un investissement initial pendant 3 ans est réalisé
« grâce à un autre investissement » d'une
entreprise du même groupe dans le même
département, fait partie du projet
d'investissement unique

Le bénéficiaire de l'aide doit apporter une
contribution financière non aidée de 25% au
moins

(Sauf si taux AFR > 75% dans les RUP)

AFR (9)

GRANDS PROJETS D'INVESTISSEMENT

Projets d'investissement > 50 M€

Application de taux réduits

Obligation de notifier individuellement

Les aides à la Commission

Pas de seuil pour aides fonctionnement

Taux d'aide AFR (GE)	Seuil de notification (en M€ d'aide)
10%	7,5
45%	33,75
55%	41,25
70%	52,5

Taux d'aide réduits pour les grands projets (> 50 M€)

Taux réduits zone C:

Taux réduits à Mayotte (A)

TRANCHE D'INVESTISSEMENT DU PROJET	TAUX AFR NORMAL	50% DU TAUX AFR	34% DU TAUX AFR	TRANCHE D'INVESTISSEMENT DU PROJET	TAUX AFR NORMAL	50% DU TAUX AFR	34% DU TAUX AFR
DE 0 à 50 M€	10%			DE 0 à 50 M€	70%		
DE 50 à 100 M€		5%		DE 50 à 100 M€		35%	30
23/11/2016 AU DELA DE 100 M€			3,40%	JP Bove www.fcde.eu AU DELA DE 100 M€			23,3%

AFR (10)

Régime AFR d'aide exemptés de notification (au 1/1/15)

REGIMES D'AIDE A FINALITE REGIONALE - EXEMPTES DE NOTIFICATION - 2014 / 2020			
REGIME D'AIDE	NUMERO	DATE	ZONAGE
1 Régime cadre exempté AFR	SA 39 252	01-juil-14	C & A
2 Régime PAT exempté	SA 39 746	16-sept-14	C & A
3 Régime ZONES FRANCHES D'ACTIVITE	SA 39 258	1° juillet 2014	A
4 Régime déductibilité TVA sur certains produits exonérés	SA 39 259	1° juillet 2014	A
5 Exonération de cotisations patronales de sécurité sociale	SA 39 260	1° juillet 2014	A
6 Régime Modernisation de l'hôtellerie	SA 39 261	1° juillet 2014	A
7 Non application des taux majorés de taxes sur les salaires	SA 39 262	1° juillet 2014	A
8 OCTROI DE MER	SA 39 268	1° juillet 2014	A
9 Soutien à l'emploi - Prime à l'emploi - Contrat d'accès à l'emploi	SA 39 269	1° juillet 2014	A
10 Aides fiscales à l'investissement à Saint-Martin	SA 39 295	1° juillet 2014	A
11 Aménagement des zones d'activités à la Réunion	SA 39 296	1° juillet 2014	A
12 Soutien au transport (surcoûts et transports dangereux)	SA 39 297	1° juillet 2014	A